

<b>ORDRE DU JOUR</b>
----------------------

**I –** Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 23 septembre 2020

**II – COMMISSION DES FINANCES**

**067/2020** - Décision modificative n°1 – complexe touristique

**068/2020** - Décision modificative n°2 – budget principal

**069/2020** - Admissions en non-valeur et admissions en créances éteintes - Budget principal

**070/2020** - Concours du receveur municipal- Attribution d'indemnité

**071/2020** - Convention relative à l'expérimentation du compte financier unique

**072/2020** - Cession d'une parcelle communale

**073/2020** - Avis concernant les dérogations du Maire en matière d'ouverture des commerces de détail le dimanche

**III - COMMISSION TRAVAUX-URBANISME-ENVIRONNEMENT**

**074/2020** - Constitution de servitude

**075/2020** - Aménagements urbains- Demande de subvention place Gambetta tranche 2

**076/2020** - Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement d'Eau 47- Exercice 2019

**077/2020** - Modification de la composition de la commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (CLAVAP)

**078/2020** - Concession de mise à disposition, installation, maintenance, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains

**079/2020** - Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

**IV - COMMISSION ENVIRONNEMENT – ESPACES VERTS ET HABITAT**

**080/2020** - Demande de subventions concernant une étude pour la création d'un potager/verger municipal destiné à l'approvisionnement de la cuisine centrale

**V - COMMISSION CULTURE ET COMMUNICATION**

**081/2020** - Adhésion à la convention « Accompagnement Numérique »

**082/2020** - Financement par la commune de l'opération « école et cinéma »

**VI - COMMISSION ENFANCE-JEUNESSE**

**083/2020** - Création de postes pour avancements de grade et pérennisation d'emplois

**VII – AFFAIRES GENERALES**

**084/2020** - Définition des avantages en nature

**085/2020** - Modifications statutaires de la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne

**86/2020** - Avenant au bail de location TDF

**087/2020** - Décisions prises par délégation du Conseil municipal

**088/2020** – Demande de subvention exceptionnelle du Secours Populaire

**VIII – QUESTIONS DIVERSES**

**PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2020**

Le quinze décembre deux mille vingt, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2020, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, Mme MOLINIE PONTTHOREAU, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. LAJUS

Présents M. PICHON, Mme MOURILLON LEGLISE M. GARDAIX présents jusqu'à 19 heures 10.

Absents ayant donné pouvoir : Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. PAGA a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS

Absents : M. LANZUTTI, M. DURRIEU,

Secrétaire de séance : M. DUCASSE.

Madame le Maire ouvre la séance et procède à l'appel.

Madame le Maire propose de voter le huis clos, la retransmission en direct étant assurée. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Ducasse est désigné comme secrétaire de séance.

Madame le Maire soumet à l'approbation de l'assemblée la présentation de deux rapports sur table, une décision modificative budgétaire et une demande de subvention exceptionnelle. Cette demande est acceptée à l'unanimité.

**I- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 23 septembre 2020.**

Le projet de procès-verbal de la séance du 23 septembre 2020 est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

**II- COMMISSION DES FINANCES**

**Objet : 067/2020 - Décision modificative n°1 – complexe touristique**

Monsieur Marquet présente et commente le rapport suivant :

**FONCTIONNEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>
6063 (011) : Fournitures d'entretien et de petit équipement	-113,00		
6718 (67) : Autres charges exceptionnelles sur op.de gestion	113,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>0,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>0,00</b>

<b>Total Dépenses</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>0,00</b>
-----------------------	-------------	-----------------------	-------------

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 068/2020 – Décision modificative n°2 – BUDGET PRINCIPAL

Monsieur Marquet présente et commente le rapport suivant :

**Décisions modificatives - COMMUNE DE CASTELJALOUX - 2020**  
**DM 2 - 15/12/2020**

**INVESTISSEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
2112 (21) : Terrains de voirie - 020	310 000,00	021 (021) : Virement de la section de fonctionnement - 01	4 500,00
2128 (21) : Autres agencements et aménagements de terrains - 020	-160 000,00		
2315 (23) : Installation, matériel et outillage techniques - 824	-150 000,00		
4912 (040) : Provision pour dépréciation des comptes de redevables - 01	4 500,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>4 500,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>4 500,00</b>

**FONCTIONNEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
023 (023) : Virement à la section d'investissement - 01	4 500,00	7817 (042) : Reprise sur provision pour dépréciation actifs circulants - 01	4 500,00
60632 (011) : Fournitures de petit équipement - 810	-10 000,00		
60633 (011) : Fournitures de voirie - 822	-5 000,00		
6064 (011) : Fournitures administratives - 020	-2 000,00		
6135 (011) : Locations mobilières - 810	-10 000,00		
61521 (011) : Terrains - 822	-4 960,00		
65888 (65) : Autres - 01	-3 000,00		
6745 (67) : Subventions aux personnes de droit privé - 025	3 000,00		
739223 (014) : Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales - 01	9 102,00		
7398 (014) : Reversements, restitutions et prélèvements divers - 01	22 858,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>4 500,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>4 500,00</b>
<b>Total Dépenses</b>		<b>Total Recettes</b>	<b>9 000,00</b>

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Monsieur Pichon demande la parole afin d'évoquer son mail concernant sa demande d'intervention.

Madame le Maire précise que conformément à ce qu'elle a déjà expliqué à monsieur Pichon, il pourra faire sa déclaration en fin de séance. Il avait demandé de pouvoir prendre la parole avant le Conseil municipal. Madame le Maire lui avait répondu que c'était impossible, afin de pouvoir démarrer à 19 heures précises. Elle a ensuite précisé à monsieur Pichon que selon le règlement intérieur, il pouvait prendre la parole au titre des questions diverses. Toutefois, monsieur Pichon n'a pas souhaité le faire pendant le Conseil municipal. Par conséquent madame le Maire lui a alors proposé d'intervenir à l'issue du Conseil municipal, une fois qu'il serait terminé. Cependant, monsieur Pichon n'a pas donné de réponse.

Monsieur Pichon demande si cela se serait fait sans retransmission.

Madame le Maire confirme.

(Monsieur Pichon, madame Mourillon Léglise et monsieur Gardaix se lèvent et quittent la salle).

Objet : N° 069 / 2020 – Admissions en non-valeur et admissions en créances éteintes

Monsieur Marquet expose et commente le rapport suivant :

« La commune est saisie par le comptable public d'une demande d'admissions de créances irrécouvrables. Le comptable public a la compétence exclusive de la mise en recouvrement des titres de recettes de la collectivité et il lui appartient d'effectuer toutes les diligences utiles, et le cas échéant, de mettre en œuvre l'ensemble des voies d'exécution forcée autorisées par la loi.

Lorsque l'ensemble des poursuites engagées n'a pas permis de recouvrer les créances détenues par la commune leurs admissions peuvent être proposées.

L'admission a pour effet de décharger le comptable public de son obligation de recouvrer la créance, sans que cette circonstance ne mette fin aux poursuites, ni ne fasse obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Du point de vue de la collectivité, la procédure d'admission se traduit, pour l'exercice en cours, par une charge budgétaire égale au montant des créances concernées. Cette procédure a ainsi pour objet de constater qu'une recette budgétaire comptabilisée sur un exercice antérieur ne se traduira pas, a priori, par un encaissement en trésorerie. Afin de renforcer l'information relative aux pertes sur créances irrécouvrables, la réglementation, depuis 2012, distingue les demandes d'admission selon qu'elles se rapportent ou non à des créances juridiquement éteintes. En application de ces dispositions, la catégorie

« Admissions en non valeurs » regroupe les créances juridiquement actives, dont le recouvrement est rendu impossible par la situation financière du débiteur. Elle se distingue de l'« admission des créances éteintes », réservée aux créances dont l'extinction a été prononcée par le Tribunal de grande instance dans le cadre d'une procédure de redressement personnel sans liquidation judiciaire (particuliers) ou par le Tribunal de commerce dans le cadre d'une « clôture pour insuffisance d'actif » (professionnels). Ainsi, comptablement, la charge des admissions « créances admises en non valeurs » se constate sur le compte 6541 et la charge des admissions « créances éteintes » s'impute au compte 6542. Les admissions de créances proposées en 2020 par le comptable public sont réparties comme suit :

**BUDGET PRINCIPAL :**

- les créances éteintes de 2013 à 2019 s'élèvent à 566,44 € »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 070/2020 – Concours du receveur municipal- Attribution d'indemnité

Monsieur Marquet expose et commente le rapport suivant :

« Les comptables de la direction générale des finances publiques (DGFIP) peuvent fournir une aide technique aux collectivités territoriales dans les conditions fixées par l'article 97 de la loi du 2 mars 1982, le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 et les arrêtés du 16 décembre 1983 et du 12 juillet 1990.

Ils peuvent fournir des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, notamment dans des domaines relatifs à l'établissement des documents budgétaires et comptables, la gestion financière, l'analyse budgétaire, fiscale, financière et de la trésorerie, la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises, la mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières.

L'attribution par les collectivités de l'indemnité de conseil liée à ces prestations a été supprimée.

Toutefois, une indemnité annuelle peut être attribuée pour l'aide apportée pour l'élaboration du budget primitif, pour les opérations complexes et les décisions modificatives afférentes.

Considérant le fort engagement de madame la responsable du centre des finances publiques de Casteljaloux pour assister notre collectivité, je vous propose de voter cette indemnité et de la fixer à 100 euros brut.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions,

Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'attribuer à madame Sandrine Bouey, Receveur municipal, pour la durée du mandat une indemnité forfaitaire de confection de documents budgétaires d'un montant annuel de 100 euros brut. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 071/2020 – Convention relative à l'expérimentation du compte financier unique

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Par délibération du 29 juin 2020, le Conseil municipal a décidé d'expérimenter le compte financier unique. Il peut être mis en œuvre, à titre expérimental, par des collectivités territoriales ou des groupements volontaires. Ce compte financier unique se substitue, durant la période de l'expérimentation, au compte administratif et de gestion.

Le compte financier unique poursuit plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- améliorer la qualité des comptes,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives

L'expérimentation concerne le budget général, comme les budgets annexes.

Le dispositif s'appuie sur le nouveau référentiel budgétaire et comptable M57, à l'exception des budgets à caractère industriel et commercial qui demeurent assujettis au référentiel M4.

Les collectivités ou groupements candidats à l'expérimentation et leurs comptables assignataires seront invités à faire part de leurs observations sur ce nouveau format de compte.

Cette expérimentation devait débiter le 1<sup>er</sup> janvier 2021. En raison des retards inhérents au confinement et à la crise sanitaire, Madame le Maire propose de repousser le lancement de l'expérimentation au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Monsieur Lajus demande s'il y aura des conséquences.

Monsieur Marquet répond par la négative. Il n'y aura que des avantages à l'instauration de ce compte financier unique.

Monsieur Lajus se posait la question des conséquences par rapport au transfert du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Monsieur Marquet répond par la négative. Il s'agit juste d'un décalage de lancement.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des juridictions financières,

Vu l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.



Objet : N° 072/2020 – Cession d'une parcelle communale

Monsieur Marquet explique qu'il s'agit d'une parcelle située derrière Taridon. Les domaines l'ont estimée à 49 800 euros. La Somefim a proposé 35 000 euros, mais les élus ont refusé. La Somefim a alors fait une proposition à 40 000 euros, ce qui est opportun au regard du fait que la parcelle est traversée par une ligne électrique à haute tension.

Monsieur Lajus demande plus d'information par rapport à la Somefim.

Madame le Maire répond qu'il s'agit d'un investisseur de taille modeste qui réalise des maisons individuelles.

Monsieur Lajus demande si les composantes du projet sont connues.

Madame le Maire répond qu'elles seront précisées dans le dossier de demande de permis de construire.

Monsieur Marquet ajoute qu'il existe déjà quatre maisons sur la parcelle déjà vendue à proximité et qu'il s'agit là de la dernière parcelle.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu l'avis du Domaine du 12 octobre 2020,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De céder à la société SOMEFIM ou toute personne morale s'y substituant une parcelle communale de 2 691 m<sup>2</sup>, cadastrée section AO n°105,
- De fixer le prix de vente à 40 000 euros nets vendeur, les frais notariés et de géomètre restant à la charge de l'acquéreur,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue de l'aboutissement de cette vente.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 073/2020 – Avis concernant les dérogations du Maire en matière d'ouverture des commerces de détail le dimanche

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a modifié, en l'assouplissant, le régime des exceptions au repos dominical des salariés. Elle autorise le maire d'une commune à accorder une dérogation au repos dominical dans le commerce de détail jusqu'à 12 dimanches dans l'année, contre cinq précédemment.

La liste de ces dimanches doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. Par ailleurs, la décision du Maire doit être prise après avis du Conseil municipal.

Madame le Maire propose d'accorder une dérogation pour les dimanches 5 décembre, 12 décembre, 19 décembre et 26 décembre 2021 et de limiter les dérogations à ces quatre seuls dimanches. Les commerces de détail qui le souhaitent pourront donc éventuellement ouvrir ces quatre dimanches en dérogeant au repos dominical de leurs salariés.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L3132-26 du code du travail,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de donner un avis favorable à la dérogation au repos dominical pour quatre dimanches, à savoir les 5, 12, 19 et 26 décembre 2021 pour les commerces de détail suivants :

Commerce d'alimentation générale

Supérettes

Supermarchés

Magasins multi-commerces

Hypermarchés

Grands magasins

Autres commerces de détail en magasin non spécialisé

Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé

Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé

Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé

Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé

Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé

Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé

Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé

Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé

Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé

Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé

Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé  
Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé  
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m2)  
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m2 et plus)  
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé  
Commerce de détail de meubles  
Commerce de détail d'autres équipements du foyer  
Commerce de détail de livres en magasin spécialisé  
Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé  
Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé  
Commerce de détail de la chaussure  
Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage  
Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé  
Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé  
Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé  
Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé  
Commerces de détail d'optique  
Commerces de détail de charbons et combustibles  
Autres commerces de détail spécialisés divers  
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin  
Commerces de véhicules automobiles »

La délibération est soumise au vote et adoptée à la majorité avec une abstention (monsieur Lajus).

Objet : N° 074/2020 – Constitution de servitude

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« La commune a été sollicitée par ENEDIS pour constituer une servitude de passage pour un câble souterrain sur la parcelle cadastrée section AP n°0135 au lieu-dit Nibon.

Cette servitude s'étend sur une longueur de 13 mètres de long et sur 1 mètre de large.

En l'absence d'obstacle à la constitution de cette servitude, je vous propose d'y réserver une suite favorable.

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'accorder à ENEDIS une servitude pour le passage d'un câble sur la parcelle cadastrée section AP n°0135 au lieu-dit Nibon,
- d'autoriser madame le Maire à signer la convention de servitude jointe en annexe. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 075/2020 – Aménagements urbains- Demande de subvention place Gambetta tranche 2

Madame le Maire explique qu'en fin d'année, il convient de présenter les demandes de DETR. La demande porte sur un projet phare présenté pour la première fois au nouveau Conseil municipal. Si ce projet peut être lancé aujourd'hui, c'est grâce aux choix politiques et stratégiques des élus précédents, au premier rang desquels monsieur Turroques, monsieur Bès et surtout monsieur Guénin. Elle se félicite de ces choix car aujourd'hui la commune récolte les fruits de leurs politiques locales. Elle présente et synthétise ensuite le rapport suivant :

« Casteljaloux est la seule commune thermale de Lot-et-Garonne. Elle est une des dernières créées en France, en 2002, avec le soutien de l'Europe, de l'Etat, de la Région et du Département. La commune est également la seule du département à être classée « station de tourisme », depuis 2011.

Le tourisme a permis de créer plus de 500 emplois directs, indirects et induits. On dénombre près de 2 000 lits touristiques et un peu moins de 100 000 nuitées par an. Les principales infrastructures de loisirs représentent un investissement de plus de 17 millions d'euros.

Un village vacances Center parcs est en cours de construction à cinq kilomètres du bourg et créera environ 300 emplois directs.

Le choix d'implantation sur notre territoire s'explique par notre position géographique et par la présence d'équipements structurants : base de loisirs, golf, centre thermal, casino, centre équestre, etc.

On peut en conclure que la politique de diversification économique de la ville lancée il y a quarante ans a largement atteint ses objectifs et sauvé l'économie locale.

Comme convenu au cours de la séance du Conseil municipal du 27 décembre 2019, il nous appartient désormais d'aborder une nouvelle phase dans la transformation de notre commune. Elle consistera à rénover et réaménager tout le centre-ville pour y créer un environnement et un cadre de vie de qualité, avec une ambition affirmée au service du développement durable, tant dans ses aspects environnementaux que sociaux.

Un avant-projet sommaire a été élaboré en 2004 par le cabinet Nechtan. Le périmètre d'intervention et les grands principes d'aménagement avaient alors été validés, dans le cadre d'une Opération Urbaine Collective (OUC).

Le projet avait été repoussé dans l'attente de la réalisation d'une déviation poids lourds de la ville. A la suite des rencontres et négociations menées entre la municipalité et le Département, le projet de déviation est relancé depuis près de deux ans. Les études préalables sont actuellement en cours. En conséquence, le projet de requalification urbaine peut entrer en application.

C'est dans ce contexte qu'un mandat de maîtrise d'ouvrage a été signé avec la SEM 47 le 15 octobre 2018.

Par la suite, une convention de partenariat relative à la mission de conseil et d'aide à la décision pour la requalification du centre-ville a été signée le 1<sup>er</sup> décembre 2018 avec le CAUE 47 (Conseil architecture urbanisme environnement de Lot-et-Garonne).

Enfin un marché de maîtrise d'œuvre a pu être conclu au mois de juin 2019 avec le cabinet Palimpseste. Le groupement formé par le cabinet comprend des architectes, urbanistes, paysagistes et bureaux d'ingénierie. Il a été sélectionné parmi une liste de 26 candidats.

La lettre de cadrage confiée par la municipalité au cabinet Palimpseste prévoyait cinq tranches de travaux. La première tranche, présentée dans le cadre de ce rapport, concerne la place Gambetta. Pour autant, le projet a été conçu et réfléchi pour l'intégralité du périmètre d'action et au-delà, ceci afin de le mettre en perspective et en cohérence avec l'ensemble du paysage urbain. En d'autres termes, la présentation de la première tranche de travaux découle d'une vision d'ensemble prise dans toutes ses dimensions : liaisons douces, flux de circulation, déplacements, perspectives urbaines, fonctions des quartiers, sécurité, etc.

La lettre de cadrage affirme également la volonté de voir le projet de requalification s'inscrire dans une perspective de développement durable, tant dans sa dimension environnementale que dans sa dimension sociale.

C'est ainsi qu'au titre des actions en faveur de l'environnement, le projet prévoit :

- une large augmentation de la quantité d'arbres en centre-ville destinés à assurer un confort d'été (îlots de fraîcheur) et à réduire la pollution atmosphérique,
- un travail sur une palette végétale rustique diversifiée ne nécessitant pas d'arrosage automatique et peu d'entretien,
- la mise en amont en réseau séparatif eaux de pluie/eaux usées.

Au titre des actions limitant l'impact environnemental, il est prévu :

- un accroissement de l'infiltration naturelle par rapport à l'assainissement urbain grâce à la création de surfaces plantées ou enherbées perméables en lieu et place de surfaces minérales,
- la création d'espaces piétonniers en privilégiant les matériaux naturels locaux ou régionaux résistants et durables : pierre naturelle, bétons et enrobés faits de granulats locaux,
- le respect et l'accompagnement de la topographie existante pour l'écoulement des eaux de pluie.

Au titre des actions destinées à favoriser l'égalité d'accès aux services publics, il est prévu :

- de mettre en sécurité les piétons et notamment les enfants grâce à des aménagements qui favorisent le ralentissement de la circulation automobile : bordures visibles, mobiliers urbains, mise à distance entre trottoirs et voirie grâce à des massifs ou plantation d'arbres,
- de faciliter l'accessibilité des espaces urbains en cœur de bourg, notamment pour les personnes âgées, curistes et personnes à mobilité réduite.

Au titre de la contribution au renforcement du lien social, il est prévu :

- de mettre en valeur et créer des espaces de rencontre et de convivialité intergénérationnels : aménagement d'une fontaine sèche pouvant servir de zone de jeux pour enfant, promenade couverte pouvant accueillir des repas de quartier et autres manifestations associatives,
- de créer des espaces plantés en pied de façade, qui propose aux habitants ne disposant pas de jardins des espaces à jardiner sur l'espace public, favorables à l'animation et à l'échange entre voisins.

Enfin la lettre de cadrage insiste sur la nécessité de mener une large concertation, avec l'ambition de construire un projet qui fasse consensus.

C'est la raison pour laquelle les consultations avec les habitants et les commerçants ont fait et feront encore l'objet d'une attention particulière. Au titre des actions déjà menées, on peut citer :

- l'organisation d'un atelier auquel la population était invitée à s'exprimer s'est tenu au mois d'août 2019 au marché,
- l'installation de l'équipe d'étude en résidence les 26, 27 et 28 septembre 2019, période durant laquelle les habitants ont été appelés à s'exprimer. Durant ce séjour, les commerçants ont été interrogés et un diagnostic « en marchant » s'est déroulé en centre bourg en présence de nombreuses personnes qualifiées. D'autres consultations et concertations des habitants auront lieu au fil de la procédure. Il est prévu des rencontres publiques,

- la consultation des gestionnaires de voirie et réseaux pour coordonner l'ensemble des programmations de travaux.

Par ailleurs, trois comités techniques se sont réunis, les 18 octobre, 8 novembre et 29 novembre 2019.

Le CAUE 47 a été associé à la démarche dans toutes ses phases.

Le programme des travaux de requalification du centre bourg et singulièrement la première tranche qui concerne la place Gambetta, ont été examinés en comité de pilotage du 13 décembre 2019. Assistaient à ce comité les élus, les services de l'Etat (architecte des bâtiments de France, direction départementale des territoires), du Département, du Pays Val de Garonne Gascogne, de la Communauté de communes et cabinets experts.

Les principes d'aménagement sur l'ensemble du périmètre ont été exposés et validés, tout comme les travaux prévus place Gambetta. Les partenaires et experts présents ont souligné à l'unanimité la qualité du projet.

La première phase de ces travaux concerne la place Gambetta et sa périphérie immédiate. Le commencement était prévu au mois d'octobre 2020, mais il a été repoussé à l'automne 2021 en raison du confinement sanitaire. Le montant global de cette phase de travaux s'élève à 1 409 142,91 euros TTC, études et maîtrise d'œuvre comprises et se décompose ainsi :

Désignation	Montant en euros
Installation	15 000
Trottoirs et parking	282 415
Bordures et caniveaux	157 497
Terrassements	53 785
Travaux paysagers	15 600
Mobilier fontainerie ferronnerie	393 487
Eclairage (reste à charge pour la commune)	15 594
Tranchées techniques	13 732,60
Assainissement	33 605
<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>980 715,60</b>
Frais d'études complémentaires et imprévus (7%)	68 650,09
Honoraires MOE 5,56 % des travaux + honoraires tranche ferme	124 920,07
<b>TOTAL TRAVAUX ET ETUDES HT</b>	<b>1 174 285,76</b>
TVA 20 %	234 857,15
<b>TOTAL TRAVAUX ET ETUDE TTC</b>	<b>1 409 142,91</b>

Toutefois, au regard de l'enveloppe budgétaire disponible pour la DETR et des critères d'éligibilité de cette dotation, les services de l'Etat ont proposé de scinder les travaux concernant la place Gambetta en trois tranches fonctionnelles, comme suit :

- tranche fonctionnelle 1 : cœur de la place Gambetta
- tranche fonctionnelle 2 : fontaine, prolongement Grand Rue et parvis du café-restaurant
- tranche fonctionnelle 3 : mobilier, promenade couverte, wc publics

La première tranche fonctionnelle s'élève à 383 692 euros HT et a bénéficié de l'attribution de la DETR 2020.

Madame le Maire propose ici de solliciter la DETR 2021 pour la tranche fonctionnelle 2 des travaux de la place (fontaine, prolongement Grand Rue et parvis du café-restaurant), laquelle se décompose ainsi :

**TRANCHE FONCTIONNELLE 2 (présentée au titre de la DETR 2021)**

Désignation	Montant en euros HT
Installation	5 000
Trottoirs et parking	84 545
Bordures et caniveaux	42 232
Terrassements	23 130
Travaux paysagers	15 600
Mobilier fontainerie ferronnerie et divers	108 750
Tranchées techniques	1 945,60
Travaux eaux pluviales	14 490
<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>295 692,60</b>

Madame le Maire propose de solliciter une subvention au titre de la DETR de 30 % de ce montant, soit 88 707 euros (295 692 x 0,30).

La commune préfinancera la TVA.

Le plan de financement prévisionnel serait le suivant :



Dépenses (en euros HT)		Recettes (en euros)	
Installation	5 000	Commune	206 985
Trottoirs et parking	84 545	Etat (DETR/DSIL)- 30%	88 707
Bordures et caniveaux	42 232		
Terrassements	23 130		
Travaux paysagers	15 600		
Mobilier fontainerie feronnerie et divers	108 750		
Tranchées techniques	1 945		
Travaux eaux pluviales	14 490		
<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>295 692</b>		<b>295 692</b>

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement d'attribution de la DETR,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de solliciter une subvention de l'Etat au titre de la DETR de 30 %, pour la deuxième tranche fonctionnelle des aménagements urbains concernant la place Gambetta (fontaine, prolongement Grand Rue et parvis du café-restaurant), dont le montant s'élève à 295 692,60 euros HT,
- d'inscrire aux budgets primitifs les crédits nécessaires,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

Monsieur Lajus fait observer que les travaux représentent un coût de 1,4 millions d'euros et qu'il restera 700 000 euros à charge. Il se demande s'il est crédible d'aller sur un investissement de 1,4 millions d'euros.

Madame le Maire rappelle que les 1,4 millions d'euros ne concernent que la place Gambetta. Elle explique qu'il y aura une autre DETR en 2022 qui diminuera le coût pour la collectivité. Compte tenu des capacités financières de la commune, elle confirme que ces travaux pourront être financés.

Monsieur Lajus demande si cela ne présente pas un risque d'augmentation des impôts.

Madame le Maire rappelle qu'elle s'est engagée à ne pas augmenter les impôts.

Monsieur Lajus souhaite connaître le coût global de ces travaux d'aménagement.

Madame le Maire précise que chaque tranche représentera environ le même coût.

Monsieur Lajus demande comment elles seront financées.

Madame le Maire explique que le financement proviendra des ressources de la commune et si nécessaire, d'emprunts.

Monsieur Lajus croit se souvenir que le budget d'investissement annuel est de 400 000 euros.

Madame le Maire rétorque qu'il est de 1,9 millions d'euros environ.

La délibération est soumise au vote et adoptée à la majorité avec une abstention (monsieur Lajus).

Objet : N° 076/2020 – Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement d'Eau 47- Exercice 2019

Madame le Maire présente le rapport sur la qualité des services publics de l'eau, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif du syndicat départemental Eau 47. Ce rapport comporte des explications sur le prix, la répartition entre collectivités, la qualité du service, la prévision des travaux, etc. Il s'agit d'un rapport général qui concerne tout le périmètre d'action du syndicat. Il n'appelle pas de délibération, il s'agit d'un rapport d'information et d'un mandat pour publication. Elle précise que le rapport est accessible sur le site web du syndicat.

Monsieur Lajus fait remarquer qu'il existe une différence entre le tarif mentionné page 34 et le tarif page 62.

Madame le Maire répond que c'est normal, car dans un cas il s'agit du tarif de l'eau potable et dans l'autre du tarif de l'assainissement.

Monsieur Lajus fait observer que le tarif de la redevance n'est pas le même entre l'eau potable et l'assainissement.

Monsieur Doucet répond qu'il existe une redevance pour l'eau et une pour l'assainissement et qu'elles sont différentes.

Madame le Maire ajoute que cette différence s'explique par une différence du nombre d'abonnés et de linéaire de réseau.

Monsieur Lajus aborde ensuite la qualité de l'eau et relève que sur 61 tests de potabilité, l'un n'est pas conforme. Il demande si les usagers ont été informés.

Madame le Maire répond qu'ils ont été informés et que les techniciens et l'ARS (agence régionale de santé) exercent une vigilance stricte. Dans un tel cas, une demande dérogation est accordée. Le site est sous surveillance.

L'assemblée prend acte du rapport, qui sera publié sous quinzaine.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2224-5 relatif à l'établissement et à la présentation à l'assemblée délibérante du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers, et les articles D.2224-1 à D.2224-5,

Vu le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement,

Vu l'article 129 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 et le décret n° 2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement,

Vu le décret n° 2007-675 du 2 mai 2017 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement,

Vu le transfert des compétences « Eau potable », « Assainissement Collectif » et « Assainissement Non Collectif » par la commune au syndicat Eau 47,

Vu la délibération du Comité syndical Eau 47 du 26 novembre 2020, approuvant le contenu du rapport annuel 2019,

Considérant que le rapport doit être présenté en Conseil municipal avant le 31 décembre 2019 et être ensuite tenu à la disposition du public,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

1. Prend connaissance du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement établi par le syndicat Eau 47 pour l'exercice 2019,
2. Mandate Madame le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport en le faisant savoir par voie d'affichage dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : N° 077/2020 – Modification de la composition de la commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (CLAVAP)**

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« Le suivi de l'élaboration d'une procédure d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) valant classement en site patrimonial remarquable (SPR) est exercé par une commission constituée à cet effet, sous l'autorité du maire. La commission locale de l'AVAP (CLAVAP) se prononce notamment avant que le projet d'AVAP ne soit arrêté par la collectivité et après l'enquête publique. Une

fois l'AVAP/SPR créé, la commission suit l'évolution de l'aire au vu des objectifs initialement posés.

Elle se compose de quinze membres au maximum, répartis ainsi :

- Cinq à huit représentants de la commune,
- Les représentants de l'Etat : le préfet du département ou son représentant, le directeur régional des affaires culturelles (DRAC) ou son représentant,
- Deux personnes qualifiées au titre du patrimoine culturel et environnemental local et deux personnes qualifiées au titre des intérêts économiques locaux.

L'architecte des bâtiments de France n'est pas membre de la commission mais y assiste avec voix consultative.

La commission a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014. Suite aux élections municipales de 2020, je vous propose de renouveler sa composition.

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la loi du 12 juillet 2010,

Vu le décret du 19 décembre 2011,

Vu la délibération du 29 avril 2014 décidant de prescrire une AVAP,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De désigner les représentants suivants au sein de la commission locale de l'AVAP/SPR :
  - o Huit représentants de la commune :  
Mme CASTILLO, Mme ARMELLINI, M.ARZENTON, Mme COSTA, M DOUCET, M.DUCASSE, M. GARBAY. Mme TAUZIN
  - o Quatre personnes qualifiées suivantes :
    - Mme Edouard et M. Ustariz au titre de la protection du patrimoine culturel ou environnemental
    - Mme Regimbal et M.Sacre au titre des intérêts économiques locaux.

Le nouveau président de la commission sera désigné par les membres.

L'architecte des bâtiments de France territorialement compétent est désigné. »

Madame le Maire précise que madame Edouard est la présidente de l'association « des amis de Casteljaloux », que monsieur Ustariz est l'ancien adjoint au Maire aux travaux, que madame Regimbal est fleuriste dans la Grand rue et que monsieur Sacré est directeur du site de l'usine Knauf.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 078 / 2020 – Concession de mise à disposition, installation, maintenance, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains

Madame le Maire rappelle que sont installés sur la commune des panneaux d'information et abribus. Leur coût pour la commune est nul, les exploitants se rémunérant sur la publicité. Dans le cadre du renouvellement de cette concession de services, la commission s'est réunie et a analysé les propositions de cinq candidats. Elle profite de l'occasion pour rappeler que dans ce cadre, les documents ne sont pas envoyés au préalable aux membres de la commission, car les plis doivent rester secrets jusqu'à leur ouverture une fois la commission réunie. Elle rappelle les critères qui ont guidé le choix de la commission et synthétise le rapport suivant :

« Suite à la délibération du conseil municipal du 23 septembre 2020 par laquelle ont été entérinés le principe de la concession de gestion des mobiliers urbains et le lancement de la procédure, la consultation a été lancée en date du 6 octobre 2020.

Les candidatures de cinq sociétés ont été réceptionnées en date du 5 novembre 2020. Il s'agissait des sociétés suivantes :

- GIROMEDIAS - 93 route Blanche 39400 MORBIER
- VEDIAUD PUBLICITE - 9, rue de Paris 98270 CHAUMONTEL
- ATTRIA - 29, rue St-Joseph 31400 TOULOUSE
- SIGNAL REGIE – 5, rue Jean Monnet 31240 SAINT-JEAN
- URBAN CONNECT – 3095, rue Carentonne 27300 BERNAY

Les candidatures des cinq sociétés ayant été déclarées conformes, la Commission d'attribution des concessions a autorisé les cinq sociétés à présenter une offre.

Les offres des cinq sociétés n'appelant aucune remarque ou complément d'information, il a été procédé à leur analyse selon les critères définis dans le règlement de la consultation à savoir :

**Critère 1 (C1) :** Valeur technique et esthétique des mobiliers urbains : 30 %

**Critère 2 (C2) :** Modalités et fréquences d'entretien et de maintenance des mobiliers : 25 %

**Critère 3 (C3) :** Références de la société : 20 %

**Critère 4 (C4) :** Délais d'exécution des prestations de montage des mobiliers : 20 %

**Critère 5 (C5) :** Efforts de l'entreprise en matière de protection environnementale et de développement durable : 5 %

Le tableau ci-dessous présente les notes (sur 20 points) affectées des critères de pondération correspondants, ainsi que le classement des sociétés par ordre décroissant.

<b>SOCIETES</b>	<b>Note C1</b>	<b>Note C2</b>	<b>Note C3</b>	<b>Note C4</b>	<b>Note C5</b>	<b>NOTE TOTALE</b>	<b>CLASSEMENT</b>
<b>GIROD MEDIAS</b>	6	4.25	3.4	3.6	0.95	18.2	2
<b>ATTRIA</b>	3.6	5	4	2.4	1	16	3
<b>VEDIAUD</b>	4.8	4.5	2.8	2.6	0.95	15.65	4
<b>URBAN CONNECT</b>	4.2	4	2.8	3.4	0.85	15.25	5
<b>SIGNAL REGIE</b>	5.4	5	3.8	4	0.8	19	1

Lors de la réunion de la Commission d'attribution des concessions qui s'est tenue le mardi 24 novembre 2020, il a donc été proposé de retenir la **Société SIGNAL REGIE** qui présente les garanties techniques, financières et juridiques pour répondre à la présente concession, d'une part, et d'autre part, qui obtient la note maximale après analyse des cinq critères énoncés dans le règlement de consultation et l'affectation des pourcentages de pondération.

Je vous propose d'adopter la délibération suivante :

- Vu le code des collectivités territoriales
- Vu le code de la commande publique, et notamment les articles L.1120-1 et suivants, L.3100-1 et suivants,
- Vu l'avis de la Commission d'attribution des concessions en date du 24 novembre 2020

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- De suivre la proposition de la commission d'attribution des concessions en donnant mandat à la Société SIGNAL REGIE
- De signer le contrat de concession joint en annexe et tout autre document relatif à cette affaire. »

Madame le Maire rappelle en outre que dans le cadre d'un marché public, on ne peut choisir un candidat sur le seul fait qu'il est local.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 079/2020 – Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI)

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

« La politique départementale pour les conditions de Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) rappelle et précise dans son règlement que le Maire doit s'assurer de l'existence, de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau de la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre.

Le service de DECI est un service public. Le budget principal de la commune doit donc supporter la création, l'entretien, le renouvellement des points d'eau proprement dits (notamment les poteaux et autres bouches d'incendie).

L'absence de moyens de lutte dans l'environnement immédiat d'une future construction (en règle générale 400 voire 200 mètres selon certains cas) conduit les communes à refuser les autorisations d'urbanisme.

Aujourd'hui, plusieurs projets ont été réalisés et d'autres sont à venir sur les secteurs de « Camédéhé », « Biremons » et « Dubrana », quartiers partiellement ou non couverts par la DECI.

Aussi, pour pallier ce manquement, de nouveaux poteaux incendie pourraient être installés sur le réseau de distribution d'eau potable (voir plans joints).

Considérant l'intérêt que présente cette opération pour la commune en matière de DECI (constructions existantes et à venir),

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

- d'approuver la pose des nouveaux poteaux incendie, dans les secteurs de « Camédéhé », « Biremons » et « Dubrana », au plus tard le 31 décembre 2021,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 080 / 2020 – Demande de subventions concernant une étude pour la création d'un potager/verger municipal destiné à l'approvisionnement de la cuisine centrale

Madame Armellini présente le rapport suivant :

« Depuis plusieurs années, la municipalité s'est engagée dans une action volontariste d'amélioration de la qualité du service de cantine scolaire. Cette initiative s'est traduite par la mise en œuvre d'actions visant à limiter le gaspillage alimentaire, par le recours à des produits biologiques à hauteur de 20 % au moins et par l'approvisionnement en circuit court.

Dans la continuité de ce programme, je vous propose de lancer une étude pour la création d'un potager/verger en régie. Nous pourrions ainsi proposer aux enfants des produits de qualité et de saison. Le potager/verger aurait également un rôle pédagogique auprès des enfants.

La mise en œuvre d'une action aussi ambitieuse nécessite de recourir à l'expertise d'un organisme spécialisé. Sa mission consistera :

- à réaliser un diagnostic territorial avec tous les acteurs de la restauration collective,
- analyser les différents scénarii possibles pour mettre en œuvre un projet pérenne et économiquement viable,
- à évaluer les moyens à mettre en œuvre en termes financiers, humains, fonciers, matériels...
- à mettre en place ou transférer les compétences pour accompagner l'installation d'une régie agricole,
- à évaluer l'impact dans les domaines de la santé, de l'environnement ou encore dans le domaine financier.

Le coût de cette étude est évalué à 22 000 euros HT. Cette initiative peut être soutenue par l'Europe, au titre du FEADER (fonds européen agricole pour le développement rural), le Conseil départemental et l'ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie).

Le plan de financement prévisionnel serait le suivant :

Dépenses (en euros HT)	Recettes (en euros)
Etude pour la création d'un potager/verger en régie ..... 22 000	Europe (FEADER)..... 10 000 Conseil départemental..... 5 000 Ademe..... 2 000 Autofinancement Commune ..... 5 000
TOTAL 22 000	TOTAL 22 000

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Considérant la nécessité de conduire une étude préalable à la création d'un potager/verger municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :



- de lancer une étude pour la création d'un potager/verger municipal destiné à l'approvisionnement de la cuisine centrale,
- de solliciter, selon le plan de financement prévisionnel prévu au présent rapport une aide de l'Europe de 10 000 euros au titre du FEADER, une aide du Conseil départemental de 5 000 euros et une aide de l'ADEME de 2 000 euros,
- de prélever les crédits nécessaires au budget primitif,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette action. »

Monsieur Lajus demande quelle est la finalité du projet.

Madame Armellini répond qu'il s'agit de produire pour les enfants des légumes biologiques, en circuit court, mais également de remplir un rôle pédagogique auprès des enfants.

Monsieur Lajus souhaite savoir si l'objectif est de fournir tous les besoins de la cantine toute l'année.

Madame Armellini répond par la négative. Le potager municipal sera complémentaire des approvisionnements des producteurs locaux. Les producteurs « bio » sur notre territoire ne sont pas forcément suffisants pour approvisionner notre cantine.

Monsieur Lajus souhaite savoir par qui le service de la cantine est régi à l'heure actuelle.

Madame Armellini explique que la commune passe par un prestataire et qu'ensuite les repas sont cuisinés par la cantine municipale.

Monsieur Lajus demande si le prestataire continuerait sa prestation si le potager est créé.

Madame Armellini répond par l'affirmative, si l'étude révèle que c'est possible.

Madame le Maire rappelle que la commune dispose de sa propre cuisine centrale où les plats sont cuisinés et que le prestataire API ne fait que concevoir les menus et approvisionner le service municipal.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : N° 081/2020 – Adhésion à la convention « Accompagnement Numérique »**

Madame le Maire rappelle que dans le cadre d'une refonte en profondeur de l'offre informatique et numérique du CDG 47, les services suivants ont été regroupés dans une seule et unique convention « Accompagnement Numérique » :

- Logiciels métiers
- Dématérialisation
- Sécurité du système d'information

- Parapheur électronique
- Convocation électronique
- Saisine par voie électronique
- Communication électronique professionnelle

La nouvelle formule « Accompagnement numérique des collectivités » prend la forme d'une convention cadre venant définir le contenu de services compris dans 5 forfaits :

- Forfait Métiers
- Forfait Métiers et Communication
- Forfait Hébergé
- Forfait Technologie
- Forfait Technologie Plus

Le détail de chaque forfait est prévu dans une annexe « Propositions de forfaits de la convention Accompagnement numérique » et dépend en premier lieu de l'infrastructure technique :

- Collectivités utilisant les logiciels Coloris :
  - ✓ Forfait Métiers
  - ✓ Forfait Métiers et Communication
- Collectivité hébergée chez un tiers :
  - ✓ Forfait Hébergé
- Collectivités simplement utilisatrice de services à la carte :
  - ✓ Forfait Technologie
  - ✓ Forfait Technologie Plus

Dans ce contexte, notre commune avait souscrit le forfait Métiers. Afin de pouvoir ajouter un nouveau service, à savoir le service convocation et parapheur électronique, il nous faut changer et souscrire désormais au forfait Métiers et Communication.

Les avantages liés au recours à cette dématérialisation sont multiples : gain de temps lié à la reprographie et à la mise sous pli, traçabilité des envois et des accusés réception, économies de papier et des frais d'affranchissement. Dès lors qu'une convocation est déposée par le secrétariat, chaque élu reçoit une alerte sur sa messagerie lui indiquant qu'une convocation lui a été déposée sur STELA. Il se connecte alors à la plateforme avec un identifiant et un mot de passe personnels, prend connaissance des documents mis en ligne et donne sa réponse quant à sa participation.

Dans le cadre du changement de forfait, notre contribution financière actuellement de 3 484 euros passera à 4 433 euros. Le surcoût sera compensé par les économies en temps de secrétariat et de reprographie.

Madame le Maire rappelle qu'en parallèle, une fiche de liaison est mise en place récapitulant les services offerts à notre collectivité selon le forfait choisi.

Elle mentionne également les prestations complémentaires souscrites par nos soins, tout au long de la durée de la convention, qui correspondent à des services déjà compris dans les forfaits, mais que nous pouvons solliciter par ailleurs à une hauteur supérieure.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'adhérer à la convention « Accompagnement Numérique » proposée par le CDG 47, tout particulièrement le forfait Métiers et Communication,
- d'autoriser le paiement du montant de la cotisation annuelle s'élevant à 4 433 euros correspondant au forfait Métiers et Communication,
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous documents s'y rapportant, et notamment l'annexe prévue en cas de besoins complémentaires,
- d'autoriser le paiement des prestations complémentaires sollicitées sur la base de cette annexe.

Madame Montigny-Capes rappelle qu'aujourd'hui la dématérialisation est au centre de tout et qu'elle concerne le quotidien de tous. En ce qui concerne particulièrement le Conseil municipal de ce jour, il aura nécessité 8000 impressions, 27 enveloppes, une journée de travail pour deux agents, 200 euros d'affranchissement... Par ailleurs il faut respecter la réglementation en matière de protection des données publiques. Ayant appris que le Centre départemental de gestion (CDG 47) pouvait accompagner la commune pour fournir une réponse à une problématique de cette nature, il a été proposé de faire appel à lui. Actuellement, la commune utilise les services numériques du CDG 47 rassemblés au sein du forfait « métiers », comprenant par exemple les logiciels métiers ou les anti-virus. Il est proposé ici d'évoluer vers le forfait « métiers et communication » pour accéder à des services supplémentaires tels que des services de dématérialisation, les convocations électroniques aux conseils municipaux, les parapheurs électroniques, saisines électroniques. Une telle évolution présenterait un intérêt en termes de gain de temps, de gains d'affranchissement, d'écologie, d'efficacité et de productivité. Elle offrirait la possibilité d'évoluer également en matière de traçabilité sur les e-mails. C'est dans cette logique qu'ont été créés des boîtes e-mail « mairie » pour chaque Conseiller municipal. Ces boîtes répondent en outre au risque lié à la souveraineté des données publiques, car elles sont localisées en France. Beaucoup de collectivités ont aujourd'hui mis en place ces dispositifs. Le tarif de la prestation du CDG 47 sera largement compensé par les économies réalisées.

Monsieur Lajus demande sur quel support s'appuyer dans le cadre des réunions du Conseil municipal.

Madame Montigny-Capes explique que certains peuvent apporter leur PC ou leur tablette numérique, ou faire imprimer à la mairie. Elle conseille sinon à monsieur Lajus de faire comme à la communauté de communes, où il fait imprimer ses rapports communautaires. Le même fonctionnement peut être appliqué. C'est du cas par cas.

Pour monsieur Lajus l'idée est bonne mais il pense qu'il faudrait avoir une tablette, laquelle servirait uniquement pour le Conseil municipal.

Madame Montigny-Capes admet qu'il serait intéressant d'avoir un support visuel commun. C'est pour elle une réflexion à mener.

Madame le Maire ajoute que cette question a été abordée et qu'il s'agit d'évaluer le coût de cette option.

Monsieur Lajus souhaite savoir à combien seraient estimées les économies réalisées.

Madame Montigny-Capes relève que l'offre du CDG 47 se traduit par une augmentation de 940 euros pour l'année. Le présent Conseil municipal a nécessité en dépenses de reprographie et d'affranchissement 360 euros, qu'il faut multiplier par quatre ou cinq par an, étant entendu que ne sont pas comprises dans ce montant les charges de personnel.

Pour monsieur Lajus, les économies peuvent servir à financer du matériel.

Madame Montigny-Capes rappelle que l'objectif principal est de sécuriser les envois et les convocations.

Monsieur Lajus déplore que l'objectif ne soit pas environnemental.

Pour madame le Maire, l'objectif environnemental fait partie de la démarche, mais il est combiné aux exigences liées aux fonctions d' élu.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

#### Point d'info sur la communication

Madame Montigny-Capes explique que le bulletin municipal prévu n'a pu se faire en raison du deuxième confinement et il a paru plus judicieux de le reporter. Il a donc fallu réagir dans l'urgence et trouver des moyens complémentaires de communiquer. Une page facebook a alors été créée. Facebook présente des avantages et des inconvénients, mais permet surtout de communiquer instantanément. En 1,5 mois, le nombre d'abonnés est de 731. Les commentaires libres nécessitent une veille et des réponses quand c'est nécessaire, sans pour autant entrer dans un « jeu de ping-pong ». Le rayonnement de cette publication facebook est important, certains maires du département ayant déclaré que désormais ils savaient ce qu'il se passait à Casteljaloux. Elle permet de transmettre les valeurs de la municipalité et chaque Conseiller municipal est un garde-fou.

Madame le Maire rappelle que les élus doivent faire preuve de mesure, particulièrement lorsqu'ils publient sur leur mur facebook. Ces pages sont partagées par un grand nombre de personnes et il faut se garder sur ces supports de diffuser des incitations à la haine ou des obscénités, car cela s'est déjà vu par ailleurs. Il faut également préserver les adolescents.

Madame Montigny-Capes aborde ensuite un deuxième point, le site web des commerçants. Elle rappelle qu'à l'annonce du deuxième confinement il a fallu réagir immédiatement pour que les commerçants puissent garder un lien. Un site a été alors créé dans l'urgence avec l'aide d'une société Casteljalousaine. Il a fallu ensuite accompagner ces commerçants. Le bilan est très positif, car si les commerçants étaient abattus au départ, ils ont décidé au bout du compte de re-crée une association qui recrutera un jeune en service civique chargé de gérer le site.

Madame le Maire explique qu'il s'agissait d'un point d'étape sur la communication numérique, ce qui n'enlève rien à la communication matérialisée, telle que le bulletin municipal, la presse ou la radio. En effet, tout le monde ne dispose pas des outils numériques. C'est la raison pour laquelle la municipalité a engagé des actions d'amélioration de l'inclusion numérique. En matière de bulletin municipal papier, la commune veille au respect de la protection de l'environnement (ex : dans le choix du papier).

Objet : N° 082/2020 – Financement par la commune de l'opération « école et cinéma »

Madame Da Costa Freitas présente le rapport suivant :

« « Ecole et cinéma » est une opération nationale qui a été initiée par le Ministère de l'Education Nationale. L'objectif est de former l'enfant spectateur par la découverte active de l'art cinématographique, en salle, à partir du visionnement d'œuvres du patrimoine et d'œuvres contemporaines.

Le dispositif prévoit la diffusion de trois films dans l'année scolaire 2020-2021. Les communes qui participent à l'opération doivent prendre en charge le coût des entrées, à raison de 7,50 € par élève par année scolaire (soit 2,50 € par film).

Quatre classes de l'école maternelle Jean de La Fontaine (représentant environ 86 élèves) et deux classes de l'école Samazeuilh (représentant environ 52 élèves) souhaiteraient participer à cette opération.

Compte tenu de l'intérêt pédagogique que présente ce projet pour les élèves des écoles communales, je vous propose de réserver une suite favorable à cette demande et de prendre en charge 100 % de la billetterie pour les 138 élèves qui seront concernés en 2020-2021, pour un montant total évaluatif de 1 035 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de participer à l'opération « école au cinéma » en 2020-2021 et de prendre en charge le prix d'entrée au cinéma des élèves de quatre classes de l'école Jean de La Fontaine et de deux classes de l'école Jean-François Samazeuilh, pour un montant évaluatif de 1 035 euros,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

Madame le Maire précise qu'il s'agit d'une opération différente de l'opération « mon enfant au cinéma ». Cette dernière consiste en effet à offrir un ticket de cinéma à chaque enfant de la commune de moins de 18 ans, pour amener la culture au sein de la famille et relancer le cinéma. 700 mineurs sont concernés. La durée de retrait du ticket et la période de visionnage seront élargies. Cette opération a été reprise par plusieurs maires du territoire de la communauté de communes. Elle rappelle que le cinéma est géré par une association de bénévoles et que la commune le finance à hauteur de 80 000 euros par an environ. L'opération « écoles et cinéma » et celle menée par la communauté de communes sont des opérations différentes.»

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 083/2020 – Création de postes pour avancements de grade et pérennisation d'emplois

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade, les promotions internes ou les stagiairisations. En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique.

A la suite de l'avis favorable de la commission administrative paritaire (CAP), madame Le Maire propose de créer les postes qui suivent.

Madame le Maire précise que ces créations de poste ne déboucheront sur aucun recrutement nouveau. Ils serviront à l'avancement de grade de plusieurs agents et à pérenniser des emplois existants.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984,  
Vu l'avis de la CAP du 25 juin 2020,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de créer un emploi de la filière administrative à temps non complet (21 h), dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux au grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 6 et que l'effectif nouveau sera de 7,
- de créer un emploi de la filière administrative à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux au grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 4 et que l'effectif nouveau sera de 5,
- de créer deux emplois de la filière technique à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 9 et que l'effectif nouveau sera de 11,
- de créer un emploi de la filière sociale à temps complet, dans le cadre d'emploi des agents spécialisés des écoles maternelles territoriaux au grade d'agent spécialisé principal de 1<sup>ère</sup> classe des écoles maternelles,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 1 et que l'effectif nouveau sera de 2,
- de créer un emploi de la filière animation à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux au grade d'adjoint d'animation,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 4 et que l'effectif nouveau sera de 5. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : N° 084 / 2020 – Définition des avantages en nature**

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Les avantages en nature sont traditionnellement définis comme des biens ou des services fournis ou mis à disposition du salarié par l'employeur, soit gratuitement, soit moyennant une participation inférieure à leur valeur réelle, ce qui permet ainsi à l'intéressé de faire l'économie de tout ou partie des frais qu'il aurait dû supporter à titre privé.

Aux termes de l'article L.242-1 du Code de la Sécurité sociale, ils constituent en tant que tels des éléments de rémunération qui, au même titre que le salaire proprement dit, sont inclus dans l'assiette des cotisations à la charge des employeurs et des salariés et doivent donner lieu à des cotisations.

Les avantages en nature sont intégrés dans le revenu imposable et leur valeur figure sur le bulletin de salaire.

Dans la fonction publique territoriale, les modalités d'attribution de ces avantages doivent faire l'objet d'une délibération.

Tous les salariés sont concernés au même titre par cette réglementation, qu'ils soient fonctionnaires titulaires, stagiaires ou agents contractuels de droit public ou de droit privé (contrats aidés, apprentis...). Cependant, l'intégration des avantages en nature dans l'assiette de cotisations est différente selon le statut de l'agent :

- Fonctionnaires affiliés à la CNRACL : comme tous les accessoires de traitement (indemnités, SFT...), les avantages en nature sont soumis uniquement à CSG et CRDS et aux cotisations salariales et patronales au titre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique
- Agents affiliés à l'IRCANTEC (fonctionnaire effectuant moins de 28 heures par semaine et contractuels de droit public et de droit privé) : les avantages en nature sont soumis aux mêmes cotisations salariales et patronales que le traitement principal et dans les mêmes conditions.

Pour tous les agents, les avantages en nature sont intégrés dans le revenu imposable dans les mêmes conditions que le traitement principal.

Au sein de la commune, certains agents, en raison des contraintes de leur mission (ex : service continu), prennent leur repas sur leur lieu de travail, par l'intermédiaire de la cuisine centrale.

Les services ou secteur concernés à ce jour par ce dispositif sont :

- La crèche, la halte-garderie et le relais d'assistantes maternelles,
- Les Atsem de l'école maternelle,
- Les agents du service de l'enfance (activités périscolaires, centre de loisirs),
- Les agents d'entretien des écoles
- Cuisine centrale : agents des différents secteur (travail en journée continue)

La prise en compte et la valorisation de ces avantages en nature repas sont déjà effectives sur les salaires des agents concernés.

La valeur minimum forfaitaire de l'avantage en nature repas est définie par arrêté du 10 décembre 2002. Pour information, au 1er janvier 2020, la fourniture de repas à titre gratuit est évaluée par l'URSSAF à 4.90 € par repas quelle que soit la rémunération perçue par le bénéficiaire.

Ce montant est revalorisé annuellement par l'URSSAF.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :



Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de la Sécurité sociale,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'approuver les modalités d'attribution des avantages en nature repas au personnel municipal décrites au rapport,
- De préciser que le montant de référence pour le calcul de cet avantage en nature évolue conformément au montant annuel défini par l'URSSAF,
- D'autoriser madame le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de cette délibération »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : N° 085/2020 – Modifications statutaires de la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne**

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Le Conseil communautaire de la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne, lors de sa séance du 28 septembre 2020, a procédé aux modifications statutaires suivantes :

- *Ajout de la compétence facultative suivante :*  
*La communauté de communes se dote de la compétence « mobilité » conformément à la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 afin d'organiser un service de transport à la demande de personnes à mobilité réduite (Les personnes retraitées n'ayant aucun moyen de transport ou se trouvant en difficultés pour conduire ; Les personnes handicapées de tout âge ; Les personnes de tout âge accidentées et empêchées momentanément de se déplacer).*
- *Suppression d'une partie de l'article 4 des compétences optionnelles :*  
~~— Service à la personne : transport des personnes à mobilité réduite :~~  
~~➤ Les personnes retraitées n'ayant aucun moyen de transport ou se trouvant en difficultés pour conduire ;~~  
~~➤ Les personnes handicapées de tout âge ;~~  
~~➤ Les personnes de tout âge accidentées et empêchées momentanément de se déplacer ; à l'exclusion de tout autre transport, conformément aux dispositions de l'article 2a du décret n° 87-242 du 7 avril 1987 relatif à la définition et aux conditions d'exécution des services privés de transport routier non urbain de personnes.~~
- *Suppression de l'article 4 bis des compétences facultatives :*

**ARTICLE 04bis :**

~~La communauté de communes assure le service du transport à la demande dans le cadre d'une convention de délégation de compétence conclue avec le Conseil Général de Lot-et-Garonne en sa qualité d'autorité organisatrice des transports non urbains.~~

Il appartient aux Conseils municipaux des communes membres d'approuver ou non ces modifications.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à ce projet.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2020/060ter du 28 septembre 2020,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'approuver les modifications des statuts de la communauté de communes suivantes :
- Ajout de la compétence facultative suivante :

La communauté de communes se dote de la compétence « mobilité » conformément à la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 afin d'organiser un service de transport à la demande de personnes à mobilité réduite (Les personnes retraitées n'ayant aucun moyen de transport ou se trouvant en difficultés pour conduire ; Les personnes handicapées de tout âge ; Les personnes de tout âge accidentées et empêchées momentanément de se déplacer).
- Suppression d'une partie de l'article 4 des compétences optionnelles :
  - ~~Service à la personne : transport des personnes à mobilité réduite :~~
  - ~~Les personnes retraitées n'ayant aucun moyen de transport ou se trouvant en difficultés pour conduire ;~~
  - ~~Les personnes handicapées de tout âge ;~~
  - ~~Les personnes de tout âge accidentées et empêchées momentanément de se déplacer ;~~
  - ~~à l'exclusion de tout autre transport, conformément aux dispositions de l'article 2a du décret n° 87-242 du 7 avril 1987 relatif à la définition et aux conditions d'exécution des services privés de transport routier non urbain de personnes.~~
- Suppression de l'article 4 bis des compétences facultatives :

#### **ARTICLE 04bis :**

~~La communauté de communes assure le service du transport à la demande dans le cadre d'une convention de délégation de compétence conclue avec le Conseil Général de Lot-et-Garonne en sa qualité d'autorité organisatrice des transports non urbains.~~

- de donner pouvoir à madame le Maire pour prendre toute mesure d'exécution liée à la mise en œuvre de la présente délibération.
- de préciser que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de BORDEAUX dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : N° 086/2020 – Avenant au bail de location TDF**

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« L'opérateur d'infrastructures de téléphonie mobile TDF loue à la commune une parcelle de 104 m<sup>2</sup> cadastrée section A n°244 au lieu-dit du Prés d'Aragne.

La commune et TDF ont signé à cet effet un bail le 18 octobre 2004, puis un avenant le 12 septembre 2012.

Afin de pouvoir bénéficier d'une visibilité sur une période plus longue, la société TDF souhaite pérenniser sa location au-delà de l'échéance initiale du bail. Le bail en cours était consenti jusqu'au 17 octobre 2028. TDF propose la signature d'un avenant qui prolonge dès maintenant ce bail au 17 octobre 2038. Ce bail se poursuivrait par tacite reconduction, sauf dénonciation 24 mois au moins avant la fin de la période contractuelle en cours. Le loyer serait augmenté et passerait à 2 800 euros par an (contre 2 496 euros à l'heure actuelle).

Si vous en êtes d'accord, la société TDF vous propose de signer l'avenant au bail en annexe.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code civil,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'adopter l'avenant n°2 au bail signé le 18 octobre 2004 avec TDF pour la location d'une parcelle cadastrée section A n°244,
- D'autoriser madame le Maire à signer ce document. »

Madame Esquerra demande ce qu'est TDF.

Monsieur Marquet répond qu'il s'agit de Télédiffusion de France.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**Objet : N° 087 / 2020 – Décisions prises par délégation du Conseil municipal**

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 25 mai 2020.

**1°) Marchés publics**

- Achat d'un tracto-pelle pour les services techniques : c'est l'offre de la Société CASE CNH qui a été retenue, pour un montant de 91 200 € TTC, après analyse des deux critères prix et valeur technique.

Notification et signature du marché le 17/11/2020.

- Réfection des toitures de la Maison du Roy et du bâtiment  
qui héberge CASTEL O Jeunes  
Entreprise retenue M Leloup.

Prix des prestations proposées :

Toiture de la Maison du Roy : 64 931.57 € TTC

Toiture du bâtiment de Castel O Jeunes : 47 102.11 € TTC

Notification et signature du marché le 17/11/2020.

- Marché de téléphonie : la société ORANGE a été retenue.

Notification et signature du marché le 1<sup>er</sup> décembre 2020.

- Main courante et abri au stade de foot  
BURDIPOLIS 5 958 €
- Réfection des allées du cimetière  
BORDIN et Fils 6 612 €
- Clôture du Centre de loisirs  
Entreprise LHERISSON 10 301.10 €
- Reprise des conduits piscine  
ETE EUROPEENNE 12 646.27 €
- Acquisition d'un pick up Logan pour le marché et le lac  
Automobiles Portes des Landes 14 990.65 €

## **2°) Concessions dans le cimetière communal :**

*Parcelle dans cimetière :*

Bénéficiaire : Mme DE LUCA Andrée

Durée : perpétuelle

Date : 05 Octobre 2020

Bénéficiaires : M. et Mme PAILLAUGUE Michel

Durée : perpétuelle

Date : 22 Octobre 2020

Bénéficiaire : Monsieur COUTURE Francis

Durée : perpétuelle

Date : 28 Octobre 2020

Bénéficiaires : M. et Mme LAYAIT Christian et Liliane

Durée : perpétuelle

Date : 04 Novembre 2020

Bénéficiaire : Mme BERNARD Maria

Durée : perpétuelle

Date : 06 Novembre 2020 »

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

**Objet : N° 088/2020 – Demande de subvention exceptionnelle du Secours populaire**

Madame Girard présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par le Secours populaire d'une demande de subvention exceptionnelle pour l'achat d'un nouveau véhicule utilitaire.

En effet, le véhicule de transport de marchandise actuel est tombé en panne et le montant de la réparation est très élevé au regard de l'état et de l'âge du véhicule. Ce véhicule est utilisé pour l'approvisionnement de l'association locale et fait de réguliers aller-retours à Agen.

L'association souhaite acquérir un nouveau véhicule neuf ou d'occasion récent. Le prix s'élèverait entre 25 000 euros et 28 000 euros selon la remise obtenue.

L'association a déposé une demande de subvention d'investissement auprès de la communauté de communes pour un montant de 3 000 euros.

Madame le Maire vous proposer d'attribuer une subvention du même montant.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'octroyer au Secours populaire une subvention exceptionnelle de 3 000 euros pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

**QUESTIONS DIVERSES**

Madame le Maire souhaite revenir sur le début de la séance, pour les personnes qui n'étaient pas encore présentes et parce qu'elle anticipe la publication d'un « bel article » dans les jours prochains.

Elle explique que la séance du Conseil municipal a été ouverte et que le huis clos et la retransmission de la séance ont été votés. L'acceptation de deux rapports sur table a été votée. Monsieur Ducasse a été désigné comme secrétaire de séance. L'assemblée a délibéré sur le procès-verbal du Conseil municipal du 23 septembre et l'ordre du jour de ce soir a été abordé. Au cours du vote de la DM1, monsieur Pichon a demandé si madame le Maire souhaitait revenir sur sa position quant à sa demande de prise de parole et tous trois, monsieur Pichon, madame Mourillon Léglise et monsieur Gardaix se sont levés et ont quitté la salle. Le Conseil municipal s'est poursuivi.

Madame le Maire déclare qu'elle souhaite expliquer le contexte. Tout a commencé avec la décision de créer une boîte mail professionnelle, ainsi que madame Montigny-Capes l'a évoqué. Monsieur Campredon n'a pas manqué de détailler les raisons de la création de ces boîtes mail, destinées à tous les membres du Conseil municipal, sans distinction. Monsieur Pichon, à sa grande surprise, a refusé cette boîte mail, au motif qu'il n'était pas employé de la mairie ou payé par elle. Ensuite madame Mourillon Léglise et monsieur Gardaix ont transmis le même message à la mairie. L'envoi de ce mail ne visait cependant pas à demander un avis quelconque mais juste à vérifier l'orthographe des noms, étant entendu qu'il était rappelé que dans le cadre de la réglementation et de la sécurisation des données cette adresse mail s'imposait. Quelques jours plus tard, monsieur Pichon demandait par mail de pouvoir prendre la parole au nom de « l'opposition majoritaire » avant la séance du Conseil municipal. Madame le Maire lui a répondu qu'il n'était pas possible de prendre la parole avant la séance car il fallait débiter à 19 heures précises, la séance étant retransmise. Elle lui a expliqué qu'il pouvait intervenir au titre des questions diverses comme le règlement intérieur et les usages le prévoient. Monsieur Pichon a répondu qu'il ne souhaitait pas s'exprimer pendant le Conseil municipal. Madame le Maire a cru comprendre à travers cette réponse qu'il souhaitait s'exprimer en dehors du temps municipal, c'est-à-dire en dehors de la publicité des débats et par voie de conséquence en dehors de la retransmission sur internet et sur le procès-verbal. Elle lui a donc demandé s'il voulait s'exprimer après la séance du Conseil municipal, quand le personnel municipal et la presse auraient quitté la salle et les moyens de retransmission débranchés. Elle n'a reçu aucune réponse, hormis ce soir, alors que le Conseil municipal avait débuté. Il a alors déclaré qu'il voulait s'exprimer auprès de l'ensemble des élus du Conseil municipal pour exposer sa position au sein de celui-ci. Elle ne souhaitait pas lui refuser la parole mais lui rappeler qu'il y avait des règles à respecter et que les élus lui faisaient quasiment une faveur de rester après le Conseil municipal pour l'écouter. Elle ne souhaite pas commenter ce départ précipité, mais devine qu'il le sera largement et qu'il fera valoir un droit de réponse. Madame le Maire ajoute qu'elle aurait pu aller plus loin car elle souhaitait s'adresser à lui par rapport au comportement qu'il a eu le matin même à son égard alors qu'elle traversait la rue, sur le passage piéton proche de la mairie. Il a tenté de l'intimider en vain en faisant mine d'accélérer. Elle ne l'a pas pris comme une plaisanterie et désire lui faire savoir que la prochaine fois elle se rendra directement à la gendarmerie.

Le deuxième point que souhaitait aborder madame le Maire concerne l'école des musiques. Elle annonce qu'en raison du confinement, bien que certains cours de musique se poursuivent en visio-conférence, elle n'a pas souhaité facturer le premier trimestre.

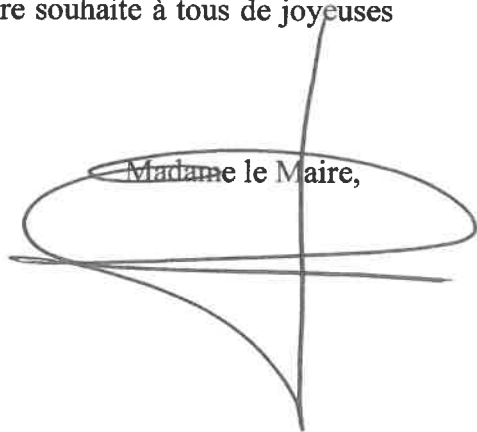
Enfin le troisième point est relatif à la candidature de la commune à un dispositif national. La nouvelle est parue dans la presse, mais madame le Maire n'a pas encore reçu le courrier officiel. Néanmoins les messages se précisent : Casteljaloux a été sélectionnée au titre du programme « Petites villes de demain ». La commune est déjà signataire d'une ORT. La commune pourra actionner tous les leviers financiers : dans les domaines de l'habitat, du commerce, du développement durable, culturel, etc., et dans le cadre du plan de relance.

L'ordre du jour étant épuisé, madame le Maire souhaite à tous de joyeuses fêtes et lève la séance à 21h05.

Le Secrétaire de séance,

A stylized, handwritten signature in dark ink, consisting of several sweeping, interconnected loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Madame le Maire,

A stylized, handwritten signature in dark ink, featuring a large, prominent loop at the top and a long, sweeping horizontal stroke that extends to the right.

Mme CASTILLO	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY CAPES	M. DOUCET
Mme ARPELLINI	M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. ARZENTON	Mme MOLINIE PONTHOREAU
M. GARBAY	Mme DE BRITO	M. REMAUT	Mme COSTA	M. DUBOUILH
Mme OUCHENE	Mme SAUX	Mme TAUZIN	M. DURRIEU	Mme ESQUERRA
M. PICHON	Mme MOURILLON LEGLISE	M. GARDAIX	M. LAJUS	